Table of Contents

Harper laisse perplexe....1

De la grande et grosse visite !....2

Le défi de Robert Bélanger....4

Washington adopte la ligne dure contre l'Iran; Les "Gardiens de la révolution" classée organisation terroriste....6

Peu de progrès sur le front humanitaire en Afghanistan; Un document confidentiel brosse un sombre portrait de la situation....8

Un rapport dresse un portrait sombre de la mission afghane....10

Tora Bora ciblée....12

Gardiens "terroristes" de l'Iran....13

Les Gardiens de la révolution sur la liste des organisations terroristes; Washington juge inefficaces les sanctions de l'ONU contre l'Iran....14

Soutenir les troupes sans appuyer la mission....15

CÉLINE GALIPEAU; Profession : journaliste....18

Veillée d'armes sur l'Arctique; La stratégie canadienne doit−elle privilégier le recours aux forces armées ou aux organisations civiles, comme la Garde côtière ou la Gendarmerie royale du Canada?....20

Il y a de réels progrès, soutient Ottawa....22

Des défis immenses; Un document des fonctionnaires fédéraux brosse un sombre portrait....24

LES RATÉS DE LA GUERRE AUX TALIBANS....26

Washington et l'OTAN à couteaux tirés....28

LES RATÉS DE LA GUERRE AFGHANE....29

Nouvelle offensive américaine dans l'est de l'Afghanistan....30

Trois policiers allemands tués dans une explosion près de Kaboul....31

Bernard Derome irait présenter le Téléjournal en Afghanistan....32

Afghanistan: Pyongyang accuse Washington d'être responsable de l'enlèvement des Sud−Coréens....33

Table of Contents

Afghanistan: trois soldats allemands tués dans un attentat à la bombe.....34

Les intentions de Stephen Harper sur la question afghane demeurent ambiguës.....35

Harper laisse perplexe

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.08.16
SECTION: Actualités
PAGE: 19
DATELINE: Ottawa
ILLUSTRATION: Stephen Harper
WORD COUNT: 391

Au lendemain du remaniement ministériel fédéral, les intentions du premier ministre Stephen Harper demeurent ambiguës sur la question afghane, selon des observateurs.

Avec l'arrivée du ministre Peter MacKay à la Défense et de son collègue Maxime Bernier aux Affaires étrangères, le chef conservateur pourrait chercher à obtenir l'appui d'un des partis d'opposition pour préserver sa politique sur l'Afghanistan.

En juin, à la relâche du Parlement, M. Harper avait indiqué qu'il n'allait pas maintenir les troupes canadiennes au–delà de février 2009 à moins d'un certain consensus aux Communes. Il avait ajouté qu'il croyait toujours personnellement au bien–fondé de la mission, mais ses propos avaient été interprétés comme une invitation à la redéfinition de la mission, selon les voeux des autres partis.

Selon l'ancien diplomate et chef de cabinet de Brian Mulroney, Norman Spector, le Parlement minoritaire actuel ne se prête guère à la raison d'État dénuée d'esprit partisan. Néanmoins, M. Spector estime que M. Harper n'aura pas d'autre choix que de s'entendre avec au moins un parti d'opposition pour sauvegarder sa politique afghane.

Les néo–démocrates ont déjà demandé le rappel des troupes le plus tôt possible. Toutefois, le Parti libéral et le Bloc québécois pourraient négocier, même s'ils envisagent l'abandon du rôle de combat, au profit d'activités de développement, en cas de prolongement de la mission au–delà de 2009.

Le directeur de l'Institut canadien d'études stratégiques, Alex Morrison, prédit que les chances d'un accord avec les libéraux sont meilleures.

Au dire de M. Morrison, l'éventualité d'un appui du Bloc repose sur l'aptitude de Maxime Bernier à convaincre les Québécois de la pertinence de la mission afghane. Si M. Bernier réussit et améliore l'appui du Québec aux conservateurs, alors le Bloc pourrait bien se rallier.

Le directeur de l'Institut considère même qu'à défaut d'une entente, M. Harper pourrait faire de l'enjeu afghan une question de confiance aux Communes et mettre les partis au défi de le renverser.

Un spécialiste en politique de défense de l'Université de Calgary, Rob Huebert, réfute pour sa part cette hypothèse. Cependant, selon M. Huebert, M. Harper essaie de coincer Stéphane Dion et les libéraux, qui ont été les premiers à envoyer des contingents en Afghanistan, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Si les libéraux tiédissent dans leur opposition et finissent par appuyer le prolongement de la mission, M. Harper signe une victoire, aux yeux de M. Huebert.

(Presse Canadienne)

De la grande et grosse visite !

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.08.16
SECTION:	Actualités
PAGE:	6
DATELINE:	La Baie
WORD COUNT:	473

La 3e Escadre de Bagotville reçoit de la grande et grosse visite. Le tout premier CC−177 Globemaster III acquis par le ministère de la Défense fait escale dans la région jusqu'à samedi, le temps d'effectuer quelques vols d'essai et de subir divers tests. L'énorme appareil ne risque pas de passer inaperçu au cours des prochains jours. Destiné au transport stratégique sur longue distance, l'avion mesure en effet près de 175 pieds de long, présente une envergure de 170 pieds et une impressionnante hauteur de 55 pieds.

A tel point que les journalistes et les caméramen qui ont pu inspecter l'avion dans ses moindres recoins hier après−midi ont eu l'air de grains de poussière perdus à ses côtés sur les pistes de la base baieriveraine.

Le Globemaster qui se trouve à la 3e Escadre depuis mardi soir est le premier de quatre aéronefs devant être livrés au Canada. Flambant neuf, il compte environ une trentaine d'heures de vol, toutes effectuées par un équipage canadien sous la supervision de spécialistes américains venus les épauler durant la période de rodage normale.

Le CC−177 se veut un complément logique au C−130 Hercules déjà utilisé par la Force aérienne canadienne afin d'effectuer du transport stratégique à travers le pays et le monde.

Toutefois, les capacités d'emport de l'appareil construit par Boeing sont jusqu'à six fois supérieures à celles du "petit" Hercules.

"A elle seule, la rampe de chargement arrière du Globemaster peut supporter un poids équivalent à la capacité maximale de charge pouvant être transportée par le C−130. Le CC−177 peut emporter des charges plus volumineuses, dont un hélicoptère ou un véhicule blindé, et jusqu'à six fois plus de palettes de fret, soit près d'une vingtaine selon la configuration de l'avion. Cela signifie que notre capacité de transport de matériel destiné aux troupes canadiennes déployées à travers le monde seront énormément accrues", souligne le lieutenant maître Robert Bélanger. Originaire de Chicoutimi, ce dernier est responsable de la supervision et de la manutention des charges placées à bord du tout premier CC−177. Il effectuait auparavant le même travail, mais à bord des Hercules.

Il ne cache pas que l'arrivée des quatre nouveaux avions, achetés au coût total de 1,8 milliard de dollars est bien reçu par les militaires. Surtout alors que les soldats canadiens sont massivement déployés en Afghanistan et ont d'importants besoins en ravitaillement.

D'ailleurs, ce dernier laisse entendre que ce n'est qu'une question de quelques semaines avant que le CC−177 décolle vers ce pays d'Asie centrale.

La silhouette de l'avion risque de devenir familière pour les résidants des environs de la base baieriveraine puisque l'appareil pourra être utilisé afin de déplacer les membres du nouveau bataillon de soutien tactique qui doit y être implanté au cours des prochaines années.

Le deuxième CC−177 est attendu en octobre. Il sera aussi rattaché au 429e Escadron de transport basé à Trenton en Ontario. o

Le défi de Robert Bélanger

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.08.16
SECTION:	Actualités
PAGE:	6
BYLINE:	FRANÇOIS ST−GELAIS
PHOTO:	Dufour, Sylvain Dufour, Sylvain
DATELINE:	La Baie
ILLUSTRATION:	VISITE − La 3e Escadre de Bagotville reçoit de la grande etgrosse visite. Le tout premier CC−177 Globemaster III acquis par le ministère de la Défense fait escale dans la région jusqu'à samedi, le temps d'effectuer quelques vols d'essai et de subir divers tests.; ÉNORME − Le CC−177 est un avion de transport énorme, comme le témoigne la petite silhouette du journaliste du Quotidien se détachant devant la rampe de chargement arrière de l'appareil.
WORD COUNT:	324

Originaire de Chicoutimi, le lieutenant−maître Robert Bélanger, chef de cargaison à bord du nouveau CC−177 Globemaster, vit des moments de rêve. Après des années de service à bord d'un appareil datant des années 60, il se re−trouve aux commandes d'un des avions de transport les plus modernes du monde.

"Il s'agit d'un défi très intéressant. C'est comme passer d'un coup d'une Lada à une Cadillac", soutient le natif de la rue Bossé.

Le lieutenant−maître Bélanger assure toutefois que la transition du C−130 Hercules au Globemaster est tout de même assez facile à accomplir.

"Le CC−177 est un avion conçu pour faire du transport. Il est complètement bâti à partir d'une plate−forme de chargement, et pour les responsables de son chargement. Notre travail est donc plus efficace, plus facile, plus précis et plus rapide", soutient−t−il.

D'ailleurs, le militaire n'a eu besoin que de quelques semaines pour s'habituer aux caractéristiques spéciales de son aéronef. Il en a fait la démonstration au Quotidien hier en montrant avec quelle facilité on pouvait transformer le plancher de l'avion afin de recevoir des palettes ou d'autres charges, à partir de points d'ancrage faciles à utiliser.

"Je peux modifier en quelques minutes la configuration de l'avion pour recevoir n'importe quel type de matériel. De plus, l'appareil est conçu de manière à ce que le maître de cargo puisse surveiller facilement les opérations à partir d'un poste de contrôle situé dans la cabine", relate−t−il.

Si la période de rodage du CC−177 se déroule comme prévu, le lieutenant−maître Bélanger devrait se rendre en Afghanistan prochainement. Dans le cadre des missions auxquelles il a participé, il a déjà visité l'Irak lors des deux guerres du Golfe et plusieurs pays d'Afrique et d'Europe.

"Ça faisait 15 ans que je n'avais pas mis les pieds dans la région. La ville a beaucoup changé", souligne le Chicoutimien d'origine. o

A LA UNE

Le major Jeremy Reynolds, pilote, et le lieutenant−maître Robert Bélanger, responsable du chargement, posent fièrement devant le tout premier CC−177 Globemaster acquis par le ministère de la Défense du Canada. L'avion est à la 3e Escadre de Bagotville jusqu'à samedi.

Washington adopte la ligne dure contre l'Iran; Les "Gardiens de la révolution" classée organisation terroriste

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.08.16
SECTION: Monde
PAGE: 18
SOURCE: AFP
BYLINE: Bernier, Jeannot
DATELINE: WASHINGTON
WORD COUNT: 399

Les États−Unis ont l'intention d'inscrire les Gardiens de la révolution iraniens sur leur liste noire des organisations terroristes, mais la Maison Blanche a réfuté hier préparer une opération militaire face à l'un de ses plus grands défis internationaux.

"Une action militaire n'est pas envisagée", a dit une porte−parole de la Maison Blanche, Dana Perino, tout en rappelant les propos du président George W. Bush selon lesquels "aucun président ne doit jamais retirer cette option de la table".

Mme Perino faisait face à de nouvelles spéculations sur les intentions des États−Unis face à l'Iran.

L'armée idéologique, puissante composante du régime iranien, devrait prochainement rejoindre Al−Qaïda, le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien et au total une quarantaine d'organisations étrangères sur la liste des organisations considérées comme terroristes par les États−Unis, a indiqué un responsable du gouvernement sous le couvert de l'anonymat.

Les États−Unis sanctionneraient de la sorte le soutien que les Gardiens de la révolution apportent selon eux aux rebelles en Irak, aux talibans en Afghanistan, ou au Hamas et au Jihad islamique contre Israël.

Les Gardiens de la révolution, l'élite des forces iraniennes, seraient la première structure militaire gouvernementale ostracisée par les Etats−Unis. Ces derniers renforceraient ainsi la pression sur le régime islamique, leur bête noire dans la région. L'administration Bush tirerait les conséquences de l'inefficacité des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU pour obtenir que le régime iranien abandonne ses activités nucléaires les plus sensibles, et des difficultés de la communauté internationale à s'entendre aux Nations unies sur de nouvelles sanctions. Une source au ministère iranien des Affaires étrangères, citée par l'agence Irna, a jugé "sans valeur" les projets américains contre les Gardiens de la Révolution.

L'Iran est déjà considéré par les États−Unis comme un État soutenant le terrorisme.

Mais en s'en prenant aux Gardiens de la révolution, le gouvernement américain signalerait qu'il est prêt à agir de manière unilatérale. Selon des officiels américains cités par le New York Times, les Etats−Unis pourraient agir dès le mois d'août. Mais ils pourraient aussi mettre leur projet de côté si le Conseil de sécurité, après deux résolutions sanctionnant l'Iran, adoptait rapidement de nouvelles mesures. Selon les États−Unis, l'Iran cherche à se doter de l'arme nucléaire, ce que réfute Téhéran.

Infliger l'étiquette terroriste aux Gardiens de la révolution reviendrait à interdire toute transaction financière ou commerciale avec eux.

Peu de progrès sur le front humanitaire en Afghanistan; Un document confidentiel brosse un sombre portrait de la situation

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.08.16
SECTION: Actualités
PAGE: 2
BYLINE: Bellavance, Joël–Denis
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 534

Plus de 150 écoles ont été incendiées. Au moins 20 professeurs ont été assassinés. La culture de l'opium a augmenté de 60 % en un an. Une femme sur deux se dit encore victime de violence. Et il reste encore huit millions de mines enfouis dans le sol qui peuvent exploser à tout moment.

Depuis quelques mois, le gouvernement Harper tente par tous les moyens de mieux expliquer la mission des 2300 soldats canadiens en Afghanistan en soutenant notamment que des progrès importants ont été réalisés depuis l'arrivée des troupes. Le premier ministre est allé jusqu'à remanier son cabinet pour clarifier son message sur les tenants et aboutissants de cette mission qui doit prendre fin en principe en février 2009.

Mais un document confidentiel préparé par les hauts fonctionnaires du gouvernement obtenu par La Presse en vertu de la Loi sur l'accès à l'information brosse un portrait sombre de la situation qui prévaut dans ce pays ravagé par des années de guerre.

Ce document, intitulé "Afghanistan La bonne gouvernance, le développement démocratique et les droits de la personne", fait le bilan de la situation dans ce pays autrefois dirigé par les talibans, pour l'année 2006.

Et à la lumière des informations contenues dans ce rapport, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, et le nouveau ministre de la Défense, Peter MacKay, auront du pain sur la planche pour rallier une solide majorité de Canadiens derrière cette mission.

"L'Afghanistan est toujours confronté des défis immenses sur les plans politique, économique, social et en matière de sécurité. Ces défis continuent de ralentir les progrès dans les domaines des droits de la personne, du développement démocratique et de la bonne gouvernance", peut–on lire d'emblée dans ce document.

Ce document a été remis à l'ancien ministre de la Défense, Gordon O'Connor, muté mardi au ministère du Revenu, et aux dirigeants de l'Agence canadienne de développement international.

Dans ce document, on soutient que 2006 s'est terminée sur une bonne note en dépit des échecs encaissés au cours de l'année. Le président afghan Hamid Karzaï a finalement présenté son plan d'action pour la paix, la réconciliation et la justice, trois nouveaux commissaires des droits de la personne ont été nommés et le gouvernement semble enfin vouloir s'attaquer à la corruption qui ronge le pays.

On souligne aussi le fait qu'un système de justice véritablement indépendant commence à voir le jour avec la nomination de juges à la Cour suprême. En outre, un comité indépendant a été créé pour conseiller le président au sujet des nominations importantes au sein de l'appareil gouvernemental.

Mais "la situation de la sécurité s'est détériorée, notamment dans le sud et l'est du pays, 2006 étant l'année la plus meurtrière depuis la chute des talibans. Les régions rurales de l'Afghanistan sont minées par les bandits, les seigneurs de la guerre, et les trafiquants de drogues. Les gens qui travaillent ou qui appuient le gouvernement sont de plus en plus la cible d'attaques, pas seulement dans le sud mais dans l'ensemble de l'Afghanistan. Des tentatives de meurtres, dont une a été réussie, ont été menées contre plusieurs gouverneurs", peut−on lire dans le document. (La Presse)

Un rapport dresse un portrait sombre de la mission afghane

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.16
SECTION: Actualités
PAGE: 15
SOURCE: La Presse
BYLINE: Bellavance, Joël−Denis
ILLUSTRATION: Un soldat canadien en patrouille dans la province duKandahar, en Afghanistan.
WORD COUNT: 595

Plus de 150 écoles ont été incendiées. Au moins 20 professeurs ont été assassinés. La culture de l'opium a augmenté de 60 % en un an. Une femme sur deux se dit encore victime de violence. Et il reste encore huit millions de mines enfouis dans le sol qui peuvent exploser à tout moment.

Depuis quelques mois, le gouvernement Harper tente par tous les moyens de mieux expliquer la mission des 2300 soldats canadiens en Afghanistan en soutenant notamment que des progrès importants ont été réalisés depuis l'arrivée des troupes. Le premier ministre est allé jusqu'à remanier son cabinet pour clarifier son message sur les tenants et aboutissants de cette mission qui doit prendre fin en principe en février 2009.

Mais un document confidentiel préparé par les hauts fonctionnaires du gouvernement obtenu par La Presse en vertu de la Loi sur l'accès à l'information brosse un portrait sombre de la situation qui prévaut dans ce pays ravagé par des années de guerre. Ce document, intitulé Afghanistan La bonne gouvernance, le développement démocratique et les droits de la personne, fait le bilan de la situation dans ce pays autrefois dirigé par les talibans, pour l'année 2006.

Et à la lumière des informations contenues dans ce rapport, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, et le nouveau ministre de la Défense, Peter MacKay, auront du pain sur la planche pour rallier une solide majorité de Canadiens derrière cette mission.

"L'Afghanistan est toujours confronté à des défis immenses sur les plans politique, économique, social et en matière de sécurité. Ces défis continuent de ralentir les progrès dans les domaines des droits de la personne, du développement démocratique et de la bonne gouvernance", peut−on lire d'emblée dans ce document.

Ce document a été remis à l'ancien ministre de la Défense, Gordon O'Connor, muté mardi au ministère du Revenu, et aux dirigeants de l'Agence canadienne de développement international.

Dans ce document, on soutient que 2006 s'est terminée sur une bonne note en dépit des échecs encaissés au cours de l'année. Le président afghan Hamid Karzaï a finalement présenté son plan d'action pour la paix, la réconciliation et la justice, trois nouveaux commissaires des droits de la personne ont été nommés et le gouvernement semble enfin vouloir s'attaquer à la corruption qui ronge le pays.

Mais "la situation de la sécurité s'est détériorée, notamment dans le sud et l'est du pays, 2006 étant l'année la plus meurtrière depuis la chute des talibans. Les régions rurales de l'Afghanistan sont minées par les bandits, les seigneurs de la guerre, et les trafiquants de drogues. Les gens qui travaillent ou qui appuient le gouvernement sont de plus en plus la cible d'attaques, pas seulement dans le sud mais dans l'ensemble de l'Afghanistan. Des tentatives de meurtres, dont une a été réussie, ont été menées contre plusieurs gouverneurs", peut−on lire le document.

Le gouvernement Harper se défend

Le gouvernement Harper soutient que la situation qui prévalait en Afghanistan 2006 n'est en rien comparable aux progrès enregistrés au cours des derniers mois.

"Nous n'avons jamais promis de régler tous les problèmes de l'Afghanistan du jour au lendemain. Nous n'avons jamais dit que ce serait facile. Mais la situation décrite dans le document ne correspond plus tout à fait à la réalité sur le terrain. Le premier ministre s'est rendu en Afghanistan en 2006. Il s'y est rendu en 2007. La situation a grandement changé en un an", a affirmé hier une source au sein du bureau de M. Harper.

Tora Bora ciblée

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.16
SECTION: Le Monde
PAGE: 24
SOURCE: AP; AFP
DATELINE: BAGRAM, Afghanistan
WORD COUNT: 267

Des centaines de soldats américains ont lancé hier une nouvelle offensive à l'aide d'armes de précision contre les talibans et les combattants d'Al–Qaida dans la région montagneuse de Tora Bora, dans l'est de l'Afghanistan, où sont terrés des "centaines de combattants étrangers".

Cette nouvelle opération, menée par des troupes au sol appuyées par des frappes aériennes vise "des centaines de combattants étrangers", a affirmé la porte– parole de la coalition, Vanessa Bowman.

La région, située dans la province de Nangarhar, a déjà été soumise à d'intenses bombardements en décembre 2001, quand les troupes américaines recherchaient Oussama ben Laden dans la région. Le dirigeant d'Al–Qaida aurait réussi à s'échapper.

Ben Laden avait installé son quartier général dans cette zone montagneuse où se trouvent des grottes naturelles.

Comme en décembre 2001

Aucun bilan de la nouvelle offensive n'était disponible dans l'immédiat. La coalition, qui n'a pas fait état de pertes civiles, a lancé "cette attaque il y a environ 24 heures", a ajouté la porte– parole.

Selon l'agence de presse afghane indépendante Pajhowk, citant des officiels locaux, l'offensive aurait commencé trois jours plus tôt et a fait plusieurs morts parmi des militants présumés. Ces informations n'ont pu être confirmées de source indépendante.

Le 3 juillet, la coalition avait déjà annoncé avoir pilonné dans cette région un repaire soupçonné d'abriter des militants d'Al–Qaida. Des sources locales avaient alors affirmé que 50 civils avaient été tués dans l'attaque.

Par ailleurs, trois policiers allemands ont été tués hier dans une explosion au passage de leur convoi, près de Kaboul, et un soldat britannique a été abattu par balles dans la capitale.

Des combats dans la province de Logar (centre) ont également fait neuf morts dans les rangs des insurgés, selon le ministère de l'Intérieur afghan.

Gardiens "terroristes" de l'Iran

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.16
SECTION: Le Monde
PAGE: 24
SOURCE: AFP
PHOTO: photo reuters
DATELINE: Washington
ILLUSTRATION: Mme Dana Perino, porte−parole de la Maison−Blanche.
WORD COUNT: 238

Les États−Unis ont l'intention d'inscrire les Gardiens de la révolution iraniens sur leur liste noire des organisations terroristes, mais la Maison− Blanche a réfuté hier préparer une opération militaire devant l'un de ses plus grands défis internationaux.

"Une action militaire n'est pas envisagée", a dit une porte−parole de la Maison−Blanche, Dana Perino, tout en rappelant les propos du président George W. Bush selon lesquels "aucun président ne doit jamais retirer cette option de la table". Perino faisait face à de nouvelles spéculations sur les intentions des É.−U. face à l'Iran.

L'armée idéologique iranienne, puissante composante du régime iranien, devrait prochainement rejoindre Al−Qaida, le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien et au total une quarantaine d'organisations étrangères sur la liste des organisations considérées comme terroristes par les États−Unis, a indiqué un responsable du gouvernement sous le couvert de l'anonymat.

Les États−Unis sanctionneraient de la sorte le soutien que les Gardiens de la révolution apportent selon eux aux rebelles en Irak, aux talibans en Afghanistan, ou au Hamas et au Jihad islamique contre Israël.

Les Gardiens, l'élite des forces iraniennes, seraient la première structure militaire gouvernementale ostracisée par les É.−U. Ces derniers renforceraient ainsi la pression sur le régime islamique, leur bête noire dans la région. Les Gardiens ont réagi en bombant le torse alors que Téhéran a qualifié le classement américain de "sans valeur".

Les Gardiens de la révolution sur la liste des organisations terroristes; Washington juge inefficaces les sanctions de l'ONU contre l'Iran

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.16
SECTION: LE MONDE
PAGE: a5
BYLINE: AFP
WORD COUNT: 279

Washington – Les États–Unis ont l'intention d'inscrire les Gardiens de la révolution iraniens sur leur liste noire des organisations terroristes, mais la Maison–Blanche a réfuté hier préparer une opération militaire relative à l'un de ses plus grands défis internationaux.

«Une action militaire n'est pas envisagée», a dit une porte–parole de la Maison–Blanche, Dana Perino, tout en rappelant les propos du président George W. Bush selon lesquels «aucun président ne doit jamais retirer cette option de la table». Mme Perino faisait face à de nouvelles spéculations sur les intentions des États–Unis par rapport à l'Iran.

L'armée idéologique iranienne, puissante composante du régime iranien, devrait prochainement rejoindre al–Qaïda, le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien et au total une quarantaine d'organisations étrangères sur la liste des organisations considérées comme terroristes par les États–Unis, a indiqué un responsable du gouvernement.

Les États–Unis sanctionneraient de la sorte le soutien que les Gardiens de la révolution apportent selon eux aux rebelles en Irak, aux talibans en Afghanistan, ou au Hamas et au djihad islamique contre Israël.

Les Gardiens de la révolution seraient la première structure militaire gouvernementale ostracisée par les États–Unis qui renforceraient ainsi la pression sur le régime islamique.

L'administration Bush tirerait les conséquences de l'inefficacité des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU pour obtenir que le régime iranien abandonne ses activités nucléaires les plus sensibles, et des difficultés de la communauté internationale à s'entendre aux Nations unies sur de nouvelles sanctions.

L'Iran est déjà considéré par les États–Unis comme un État soutenant le terrorisme. Mais en s'en prenant aux Gardiens de la révolution, lWashington signalerait qu'il est prêt à agir de manière unilatérale.

Soutenir les troupes sans appuyer la mission

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.16
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Porter, Isabelle
WORD COUNT: 1388

Conscients de l'opposition d'une majorité de Québécois à la mission en Afghanistan, les militaires martèlent qu'ils ont besoin d'encouragement et que la population doit faire la différence entre leur travail et son contexte politique. Les Québécois font–ils preuve d'ingratitude?

Québec – «Je ne fais pas la promotion de la guerre, moi, je fais la promotion du soutien aux troupes en Afghanistan. Les gens ont beau être contre la mission, ça n'empêche pas les militaires d'être pris pour y aller», nous disait mardi Yves Ross, un citoyen de Victoriaville qui a demandé à sa municipalité d'élever un drapeau en l'honneur des soldats. «La pertinence de la mission? A ce stade–ci, j'aime mieux ne pas me prononcer. Moi, ce que je veux, c'est soutenir les gens.»

Avec le départ au front du contingent québécois, ces manifestations d'appui se font de plus en plus courantes. A Québec, le Festival des musiques militaires dévoilait cette semaine un hymne composé en l'honneur des bons soldats. «Chaque instrument a sa signification. Les trompettes représentent avant tout la levée du jour sur le camp et l'ensemble instrumental évoque l'action du militaire qui rejoint son unité pour recevoir les ordres du jour», pouvait–on lire dans un communiqué particulièrement exalté. «Les cornemuses expriment, quant à elles, le sentiment d'unité au sein des Forces interarmées pour accomplir la mission. La chanson se termine par des envolées musicales de bois et le rythme éclatant des cuivres.»

Composée par Denis Fortier, un sergent musicien du Royal 22e, l'oeuvre, intitulée Vent d'espoir, a été sélectionnée dans le cadre d'un concours lancé par le commandant en chef des Forces stationnées au Québec, Christian Barabé. «C'est la première fois qu'on organise ce genre de concours», d'expliquer le p.–d.g. du festival, Yvan Lachance. «Les soldats l'ont entendue [l'oeuvre] pour la première fois avant de quitter le pays et ils sont tous partis avec une copie en poche. C'est sûr que certains d'entre eux l'ont emmenée en Afghanistan.» Pas question toutefois pour M. Lachance de s'exprimer sur la mission. «Moi, ce qui m'intéresse, c'est le soutien de nos soldats. Le débat politique, c'est autre chose.»

Aujourd'hui, à l'International de montgolfières de Saint–Jean–sur–Richelieu, des représentants des Forces canadiennes tiendront un stand pour inviter la population à écrire «de petits messages à nos soldats et civils servant à l'étranger». Les messages seront réunis dans un cahier souvenir qui sera envoyé en Afghanistan, «où nos soldats et les membres civils de la Défense nationale pourront trouver quelque réconfort dans la lecture des encouragements de la population pour laquelle ils travaillent loin de chez eux et de chez elles», annonçait–on hier.

Une question taboue

A Valcartier, des militaires répondent avec diligence aux requêtes des journalistes mais les instructions sont claires: pas de commentaires sur les motifs de l'intervention en territoire afghan. L'attention médiatique tourne dès lors autour des familles des militaires, des départs et des retrouvailles.

Même si, d'après les plus récents sondages, l'opposition à la mission s'élève à 70 % dans la population québécoise, les opposants se font peu entendre. Et avec l'entrée dans le conflit d'un fort contingent de

militaires québécois, la question est quasiment devenue taboue.

On l'a vu dans la réaction provoquée en juin par la participation de manifestants antiguerre à la parade précédant le départ des soldats de Valcartier à Québec. «Ils n'avaient pas d'affaire là, déclare avec colère M. Ross, dont le cousin est parti à la guerre. Ils avaient juste à prendre l'autobus jusqu'à Ottawa!»

Le professeur et militant Francis Dupuis−Déri avait alors bien exprimé l'ampleur du malaise dans une lettre publique à sa soeur militaire qui se préparait à partir au front. «Que des soldats soient courageux et que certains soient de bons époux et de bons pères de famille n'a pourtant aucune signification politique particulière en ce qui a trait à la guerre qu'ils mènent, écrivait−il. Après tout, les résistants afghans sont eux aussi courageux, et il doit bien y en avoir deux ou trois qui sont sympathiques et même attentionnés à l'égard de leurs proches, non?» Et sa soeur de rétorquer qu'elle avait «besoin» de son soutien malgré tout. «Nous ne pouvons pas passer à travers cette épreuve professionnelle sans le soutien de nos familles et de nos amis. Quoi que tu penses des intérêts sous−jacents à cette mission et de l'ampleur de l'injustice de la situation, j'ai besoin de ton soutien moral, écrivait−elle. C'est cet appui qui permet au soldat de marcher un kilomètre de plus quand il est épuisé, de garder son sang−froid devant un frère d'armes qui s'écroule ou de faire preuve d'humanité dans des circonstances dangereuses.»

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la question est délicate. D'un côté on demande aux gens de distinguer la mission en tant que telle du travail des militaires et de l'autre, on reproche à ceux qui critiquent l'intervention militaire de s'en prendre aux soldats. Au printemps, à l'Assemblée nationale, le ministre Philippe Couillard − dont le fils est élève−officier dans les Forces armées − avait littéralement perdu ses moyens quand des députés de l'opposition avaient refusé de se lever pour rendre hommage à des représentants du Royal 22e Régiment qui s'étaient présentés au parlement.

Il y a deux semaines en Afghanistan, un caporal du Royal 22e interviewé par la Presse canadienne s'en est pris aux Québécois qui ne soutenaient pas la mission. «Tu viens ici parce que tu y crois, tu veux apporter la sécurité et aider des gens à s'en sortir, et là, chez vous, les gens ne sont pas réceptifs. Ils disent que tu t'en vas tuer du monde.»

Les critiques, une menace à la sécurité?

Directeur adjoint du Réseau de recherche sur les opérations de paix, Marc−André Boivin convient que la question est très délicate. «Ce n'est pas parce qu'on critique cette intervention−là qu'on est nécessairement opposé à l'armée canadienne, croit−il. Comme l'ont fait remarquer certains membres de l'opposition, après tout, le Canada n'est pas une dictature militaire, ça fait partie du jeu de discuter les décisions du gouvernement.»

Le hic, ajoute cet expert, c'est que les critiques peuvent avoir des répercussions néfastes sur ce qui se passe en Afghanistan. «Oui, il y a une part de manipulation dans ce discours, mais c'est vrai que cela peut avoir un impact sur le terrain. Je peux vous dire que les talibans et les autres insurgés suivent de très près ce qui se passe dans les médias. Ils vont avoir tendance à cibler davantage les contingents dont le soutien à la mission est plus tiède.»

Auteur d'un ouvrage sur la participation volontaire des Canadiens français à la Seconde Guerre mondiale (Laissés dans l'ombre. Les Québécois engagés volontaires de 39−45), le chercheur Sébastien Vincent souligne que les Québécois entretiennent un rapport bien particulier avec l'armée et croit qu'«il faut sortir de la lecture opposant le «bon−patriote−anti−militariste» au «soldat à la solde des Anglais ou des Américains». Il déplore en outre qu'on ait souvent fait preuve d'ingratitude à l'endroit des militaires dans l'histoire du Québec. «Les vétérans ici ont vécu un peu en marge de la mémoire collective et ont beaucoup souffert de cela», remarque−t−il en insistant sur le fait que, contrairement à la croyance populaire, les militaires québécois ne se sont pas tous fait imposer la participation à la Seconde Guerre mondiale. «Dans l'imaginaire québécois, le vrai

héros, ça demeure le déserteur qui s'est sauvé dans les bois. Or ils étaient quand même entre 84 000 et 130 000 engagés volontaires!»

Une chose est certaine, avec l'Afghanistan, les Québécois renouent avec des sentiments et des interrogations enfouis très loin dans leur mémoire collective, au moins aussi loin que la guerre de Corée, croit M. Boivin. «Ça fait très longtemps qu'une intervention canadienne à l'étranger a provoqué autant d'effervescence au Québec. On a rarement vu des enjeux internationaux prendre autant de place dans les médias et là, on ne peut faire autrement que de s'y intéresser.»

Le Devoir

CÉLINE GALIPEAU; Profession : journaliste

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.16
SECTION: Arts et spectacles
PAGE: ARTS SPECTACLES1
COLUMN: A table avec...
BYLINE: Cassivi, Marc
WORD COUNT: 1260

Je rencontre Céline Galipeau à La petite ardoise, avenue Laurier. La journaliste prépare une nouvelle saison à la barre du Téléjournal/Le Point, édition week–end. Elle est revenue à l'animation en 2003, après des années comme correspondante à l'étranger pour Radio–Canada, à Londres, Moscou, Paris et Pékin, tout en se démarquant par des reportages en zone de conflit, notamment en Tchétchénie, en Irak et en Afghanistan. Discussion autour d'un métier passionnant.

Marc Cassivi: Vous avez été loin du Québec pendant plus de 10 ans. Trouvez–vous que l'information internationale intéresse beaucoup plus les gens aujourd'hui qu'au moment où vous êtes partie? J'ai encore l'impression que l'international est le parent pauvre de l'information

Céline Galipeau: Je pense qu'il y a eu une grosse transformation. De manière générale, que ce soit dans les journaux ou à la télé, on fait davantage de couverture internationale. Je crois que c'est beaucoup dû au 11 septembre. La vie des correspondants à l'étranger a beaucoup changé à ce moment–là. On n'a jamais autant travaillé. Je crois aussi que le public a compris que ce qui se passe dans des pays très lointains peut avoir un impact très direct sur notre vie. Évidemment, on n'en fait jamais assez. Et c'est vrai que par rapport à des pays qui ont une tradition en ce sens – la France, les États–Unis ou la Grande–Bretagne –, on en fait moins. Mais je crois que pour un "petit joueur" international, nous faisons beaucoup d'efforts. Ce que je regrette le plus, c'est que l'on ne puisse pas couvrir des conflits à long terme parce qu'on n'en a pas les moyens. On ne suit pas ce qui arrive en Irak pour des raisons de sécurité entre autres. Avec nos yeux, notre vision, nos valeurs. On ne sait pas vraiment ce qui se passe sur le terrain. Tous les jours on reçoit des images d'agences, on nous dit combien il y a de morts, mais on ne sait pas comment les gens vivent. Ça devient très routinier, et très cynique d'une certaine façon: "Il y a juste 40 morts, on en parlera demain." C'est terrible. On perd toute l'humanité de ce conflit. On a quand même une responsabilité face à ces gens qui vivent des situations terribles.

M.C.: On vous proposerait demain une affectation à Bagdad

C.G.: J'irais. Mais j'irais avec les contraintes. Et en ce moment, elles sont tellement grandes que la direction de Radio–Canada juge que ça ne vaut pas la peine. Moi, j'irais juste pour être en mesure de faire parler quelques personnes. En ce moment, je trouve que c'est ce qui nous manque. Les gens.

M.C.: D'ici cinq ans, si la chaise de chef d'antenne du Téléjournal se libère, mais qu'on vous propose aussi de retourner en Chine comme correspondante, vous choisissez quoi?

C.G.: Ça va être un choix déchirant. J'essaie de ne pas y penser parce que je me rends compte que je n'ai pas le contrôle de ça. Alors, je reste ouverte à tout. Je me suis rendu compte que les choses ne sont pas aussi simples qu'on le pense. J'ai une responsabilité face à l'animation que je ne sentais pas avant. J'ai l'impression que le public m'a acceptée. Maintenant, je ne peux pas dire, du jour au lendemain: "Salut! Au revoir! Merci, mais je m'en vais." Je profite de ce que j'ai en ce moment. Je me suis habituée au week–end. J'aimerais faire deux ou trois reportages à l'étranger chaque année si c'est possible. Ça va très bien. Ce qui est difficile lorsqu'on a un poste comme le mien, c'est qu'on ne peut pas parler librement de ses ambitions. Je l'ai fait une fois et j'ai

compris que c'était LA chose à ne pas faire (elle a déclaré publiquement qu'elle souhaitait succéder à Bernard Derome lorsqu'il est revenu au Téléjournal, ndlr). J'ai beaucoup souffert de ça. Ç'a été extrêmement dur pour moi. Parce que d'une certaine façon j'ai été extrêmement naïve. C'est à ce moment que j'ai réalisé que j'étais revenue au Québec et que je ne pouvais pas dire n'importe quoi. J'ai compris aussi les règles de la maison, que je connaissais peu parce que j'étais à l'étranger. Il y a des gens qui m'ont accusée d'être déloyale à Radio−Canada, ce qui n'était pas vrai du tout. J'ai toujours travaillé pour Radio−Canada et je travaillerai toujours pour Radio−Canada. Entre−temps, je me suis améliorée à l'animation. J'en avais besoin. Effectivement, si on m'avait mis dans la chaise à ce moment−là, peut−être que ç'aurait été aussi catastrophique. C'est une chance que j'ai eue de pouvoir, dans l'ombre, faire ma place.

M.C.: Croyez−vous que ce qu'on vous a reproché à l'époque avait à voir, d'une façon ou d'une autre, avec le fait d'être une femme?

C.G.: Non, je ne crois pas. Je pense plutôt que c'était un moment difficile pour Radio−Canada (dont le virage "convivial" avec Simon Durivage et Gilles Gougeon avait été fortement critiqué). J'ai réalisé que ce n'était pas simple pour la direction d'avoir tout à coup à gérer une autre crise en plus de la crise. Les patrons ont pris une décision qui était sans doute la meilleure à l'époque (rapatrier Derome au Téléjournal). J'aurais dû faire comme tout le monde à Radio−Canada. On n'est pas toujours content de certaines décisions, mais on doit être loyal envers notre employeur comme on est loyal envers notre public.

M.C.: La place des femmes a changé en information. Les chefs d'antenne des autres réseaux sont des femmes. Les choses changent, mais il reste encore beaucoup d'iniquités.

C.G.: On a fait des progrès immenses. Dans la salle des nouvelles chez nous, il y a aujourd'hui plus de femmes que d'hommes.

C.G. : Il y a beaucoup de femmes dans des postes importants, à l'étranger notamment. Mais il reste encore des bastions, très difficiles à prendre. Je pense à Katie Couric − qui est quand même la seule femme aux États−Unis à animer un grand bulletin d'information − et à toutes les critiques auxquelles elle a dû faire face depuis 2006. Au Québec, on est un peu plus avant−gardiste. Il y a plusieurs années que Sophie Thibault fait ce travail. Le fait qu'une femme (Esther Bégin) ait été nommée à TQS pour animer le bulletin de fin de soirée n'a même pas fait un pli dans la population. Les mentalités changent, même s'il y a beaucoup de chemin à faire, notamment dans le dossier de l'équité salariale. Il reste que dans les trois quarts du reste du monde, la situation des femmes est incomparable. On ne peut pas seulement se concentrer sur notre lutte, même s'il faut la faire. Je pense à toutes les femmes qui sont brûlées, violées, qui meurent à la naissance juste parce qu'elles sont nées filles. C'est vrai qu'on a des problèmes et qu'on devrait en être offusquées. Mais les choses changent beaucoup plus vite chez nous qu'elles ne changent ailleurs. Je pense souvent à ces femmes que j'ai rencontrées en reportage et pour qui la vie est beaucoup plus difficile que pour moi. Mon premier combat, c'est de mettre en lumière le combat de ces femmes−là. Nous les femmes, il faut que nous restions vigilantes, mais ce qui se passe ailleurs dans le monde est encore plus difficile à accepter.

Veillée d'armes sur l'Arctique; La stratégie canadienne doit–elle privilégier le recours aux forces armées ou aux organisations civiles, comme la Garde côtière ou la Gendarmerie royale du Canada?

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.08.16
SECTION:	Forum
PAGE:	A19
BYLINE:	Roussel, Stéphane; Arnold, Samantha
PHOTO:	PHOTO Dianne Whelan, archives PC
ILLUSTRATION:	En mars dernier, 24 membres des Forces armées canadiennespatrouillaient l'Arctique pour assurer la souveraineté du Canada dans cette région.
WORD COUNT:	933

Mario Roy a probablement raison d'intituler son éditorial du 10 août "La bataille de l'Arctique". De nombreux éléments semblent contribuer à nourrir une logique de conflit entre les principaux gouvernements de la région (le Canada, les États–Unis, le Danemark, la Russie et l'Union européenne), sans parler de ceux qui, comme le Japon ou la Chine, ne cachent pas leur intérêt. L'incertitude quant aux tracés et au statut des frontières, l'espoir de mettre la main sur un vaste bassin de ressources naturelles, ou encore la crainte de voir cette région devenir le foyer d'activités criminelles ou dangereuses pour l'environnement, sont autant de facteurs qui alimentent cette logique.

Mais la bataille ne s'engage pas seulement sur la banquise (ou ce qu'il en reste). En fait, là–haut, il s'agit encore d'une veillée d'armes. Pour l'heure, l'exploitation des ressources de l'Arctique, de même que l'émergence de nouvelles menaces demeurent encore plus théoriques que réelles.

Si le gouvernement Harper multiplie les gestes témoignant de sa volonté de s'engager à fond dans cette bataille, il n'en demeure pas moins que sa stratégie (ainsi que les choix et les calculs qu'elle sous–tend) demeure à clarifier et à débattre. Dans ce contexte, il convient de rappeler en quoi le conflit qui s'amorce diffère de bien d'autres batailles qu'Ottawa a mené sur la scène internationale.

En premier lieu, la configuration des alignements et clivages permettant de distinguer les amis des rivaux est bien différente de ce à quoi sont habitués les Canadiens. Ainsi, dans bon nombre de dossiers touchant à l'Arctique, c'est à l'intérieur du camp occidental, sur qui s'est historiquement aligné Ottawa, que se trouvent les principaux rivaux du Canada, comme les États–Unis, le Danemark et l'Union européenne. Plus encore, dans le cas de la querelle sur le passage du Nord–Ouest, Ottawa est, pour l'instant du moins, fin seul!

Ceci ne signifie pas que le multilatéralisme, qui constitue l'option généralement privilégiée par le Canada, soit exclue; le Conseil de l'Arctique, par exemple, constitue toujours un forum de discussion fort utile. Mais il n'en demeure pas moins que, dans le Grand Nord, les jeux d'alliance et de négociation pourraient se révéler bien plus fluides de ceux que les Canadiens ont connu jusqu'ici.

Le second facteur de nouveauté est lié au précédent; s'ils ne peuvent compter sur un jeu d'alliance, les Canadiens devront en grande partie s'en remettre, plus qu'à l'accoutumée, à une stratégie nationale fondée sur leurs propres ressources. La cascade d'annonces faite par le gouvernement Harper semble s'inscrire dans cette voie. Mais cette stratégie soulève un certain nombre de questions à laquelle non seulement la classe politique

devra répondre, mais aussi la population canadienne, car ces réponses constituent des choix de société.

D'une part, cette stratégie nationale doit−elle privilégier le recours aux forces armées (donc entrer dans une approche de militarisation de l'Arctique) ou aux organisations civiles, comme la Garde cotière ou la Gendarmerie royale du Canada? Sur le terrain, bien entendu, la mise en oeuvre de toute stratégie d'occupation ou de présence effective passe par la combinaison de ressources militaires et civiles, mais il convient néanmoins de déterminer laquelle des deux approches dominera la réflexion et conditionnera les réactions. D'autre part, il convient de déterminer l'ampleur des ressources que les Canadiens sont prêts à consacrer à la protection de la souveraineté, à l'application des lois ou aux autres activités gouvernementales dans cette région. Cette volonté est évidemment difficile à mesurer, mais c'est sur ce plan que réside le troisième élément de nouveauté.

Une sensibilité différente

Bon nombre des croisades qu'à mené le gouvernement sur la scène internationale ont d'abord été pour défendre des principes, certainement chers aux yeux des Canadiens, mais parfois bien éloigné de leurs préoccupations de citoyens. La problématique de la souveraineté et de la sécurité dans l'Arctique touche à une sensibilité différente. Même si la très grande majorité des citoyens du Canada ne mettront jamais les pieds au nord du 60e parallèle, l'Arctique est pour ainsi dire unanimement considéré comme faisant partie du territoire et de l'identité nationale, et toute atteinte à son intégrité est perçue comme une agression directe contre le Canada. Voici donc l'un des rares combats que les Canadiens sont susceptibles de traiter comme une "affaire personnelle". En ce sens, le gouvernement peut compter sur une réaction à l'opposé des gifles qu'il reçoit sur la question de l'Afghanistan.

Le gouvernement Harper a trouvé le meilleur cheval de bataille disponible pour obtenir l'appui de la population à ses programmes de renforcement des Forces canadiennes. Mieux encore, les Conservateurs, que l'on a souvent dépeint comme trop proches de l'administration Bush, ont découvert un terrain sur lequel ils peuvent prétendre tenir tête aux Etats−Unis et s'ériger en gardien des intérêts du Canada face à Washington.

Si les Conservateurs espèrent tirer des gains électoraux de cette bataille de l'Arctique, ils devront aussi répondre aux questions sous−jacentes à leurs orientations stratégiques et justifier leurs choix face à la population, qu'elles aient trait à la qualité des relations qu'il entend conserver avec les autres États circumpolaires ou au rôle des Forces armées.

Professeurs de science politique respectivement à l'Université de Winnipeg et à l'Université du Québec à Montréal, les auteurs reviennent d'un voyage d'étude à Iqaluit où ils ont assisté à la préparation de l'exercice Nanook mené par les Forces canadiennes.

Il y a de réels progrès, soutient Ottawa

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.08.16
SECTION:	Nouvelles générales
PAGE:	A4
BYLINE:	Bellavance, Joël–Denis
PHOTO:	Photo Bob Weber, Presse Canadienne
DATELINE:	Ottawa
ILLUSTRATION:	Stephen Harper soutient que le travail des soldats et destravailleurs humanitaires canadiens a déjà fait une grande différence dans la vie des Afghans.
WORD COUNT:	658

Le gouvernement Harper soutient que la situation qui avait cours en Afghanistan 2006 n'est en rien comparable aux progrès enregistrés au cours des derniers mois.

"Nous n'avons jamais promis de régler tous les problèmes de l'Afghanistan du jour au lendemain. Nous n'avons jamais dit que ce serait facile. Mais la situation décrite dans le document ne correspond plus tout à fait à la réalité sur le terrain. Le premier ministre s'est rendu en Afghanistan en 2006. Il s'y est rendu en 2007. La situation a grandement changé en un an", a affirmé hier une source au sein du bureau de M. Harper.

En 2006, le district de Panjwayi, dans la province de Kandahar, était toujours sous le contrôle des talibans. Mais les soldats canadiens ont réussi à les chasser de ce territoire et les Afghans peuvent maintenant vaquer à leurs occupations.

"Quand le premier ministre est retourné au printemps 2007, il est allé dans ce secteur, sur la ligne de front, et il y avait plus de 5000 personnes qui étaient revenues habiter Ma'Sum Ghar. Des enfants jouaient au soccer et allaient à l'école. Des gens fréquentaient le marché local. Il y a déjà une différence énorme. 2006, c'est presque de l'ancien temps. Il est important de mettre les choses en perspective", a dit la source gouvernementale.

Elle a ajouté que le fait même que l'Afghanistan connaît de graves problèmes sociaux est une raison de plus pour que le Canada continue son travail dans ce pays ravagé par des décennies de guerre.

A l'heure actuelle, quelque 2300 soldats, provenant majoritairement du Royal 22e Régiment de la base militaire de Valcartier, se trouvent dans la région de Kandahar, province la plus dangereuse de l'Afghanistan. Cette mission a été autorisée par l'ancien gouvernement libéral de Paul Martin en 2005 et devait prendre fin en février 2007. La mission a toutefois été prolongée de deux ans par le gouvernement Harper en mai 2006 et elle doit donc se terminer en principe en février 2009.

Jusqu'ici, 66 soldats et un diplomate canadiens ont perdu la vie depuis l'arrivée des troupes canadiennes en Afghanistan.

Après avoir confié le ministère des Affaires étrangères au ministre Québécois Maxime Bernier, Mardi, le premier ministre Stephen Harper a longuement discuté du travail des soldats canadiens en Afghanistan. Il a tenu à souligner que le Canada est l'un des plus grands pays donateurs de l'Afghanistan – un milliard de dollars sur 10 ans – afin de reconstruire ce pays.

"La mission en Afghanistan n'est pas seulement notre engagement militaire le plus important, mais c'est aussi

notre engagement humanitaire le plus important aussi. L'Afghanistan est le plus grand récipiendaire de l'aide internationale du Canada. C'est un engagement important pour nous, pour le peuple et le gouvernement de l'Afghanistan, pour nos alliés et la communauté internationale et les Nations unies. Nous sommes là dans une mission appuyée par presque toutes les nations du monde et l'ONU", a affirmé M. Harper. Il a aussi soutenu que le travail des soldats et des travailleurs humanitaires canadiens ont déjà fait une grande différence dans la vie des Afghans.

"Les Québécois apprécient en général l'importance de nos engagements internationaux, la nécessité d'aider les êtres humains qui n'ont pas les mêmes chances que nous. Nous sommes dans une mission appuyée par la communauté internationale où la présence des Canadiens, y compris des Québécois, font une grande différence pour une population démunie", a–t–il dit.

"Les Québécois, comme les autres Canadiens, s'inquiètent de la mort de nos soldats. Ils comprennent que c'est une situation dangereuse. Évidemment, le gouvernement veut minimiser ces pertes. Nous travaillons pour augmenter le rôle du développement dans cette mission depuis un an. Nous travaillons pour former les forces armées afghanes pour mieux défendre leur propre sécurité. Je pense que nous sommes sur la bonne voie", a–t–il encore dit.

Des défis immenses; Un document des fonctionnaires fédéraux brosse un sombre portrait

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.16
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A3
BYLINE: Bellavance, Joël–Denis
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 892

Plus de 150 écoles ont été incendiées. Au moins 20 professeurs ont été assassinés. La culture de l'opium a augmenté de 60% en un an. Une femme sur deux se dit encore victime de violence. Et il reste encore huit millions de mines enfouies dans le sol qui peuvent exploser à tout moment.

Depuis quelques mois, le gouvernement Harper tente par tous les moyens de mieux expliquer la mission des 2300 soldats canadiens en Afghanistan en soutenant notamment que des progrès importants ont été réalisés depuis l'arrivée des troupes. Le premier ministre est allé jusqu'à remanier son cabinet pour clarifier son message sur les tenants et aboutissants de cette mission.

Mais un document confidentiel préparé par les hauts fonctionnaires du gouvernement, obtenu par La Presse en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, brosse un portrait sombre de la situation qui a cours dans ce pays ravagé par des années de guerre.

Ce document, intitulé Afghanistan – La bonne gouvernance, le développement démocratique et les droits de la personne, fait le bilan de la situation dans ce pays autrefois dirigé par les talibans, pour l'année 2006.

Et à la lumière des informations contenues dans ce rapport, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, et le nouveau ministre de la Défense, Peter MacKay, auront du pain sur la planche pour rallier une solide majorité de Canadiens derrière cette mission.

"L'Afghanistan est toujours confronté à des défis immenses sur les plans politique, économique, social et en matière de sécurité. Ces défis continuent de ralentir les progrès dans les domaines des droits de la personne, du développement démocratique et de la bonne gouvernance", peut–on lire d'emblée dans ce document.

Ce document a été remis à l'ancien ministre de la Défense, Gordon O'Connor, muté mardi au ministère du Revenu, et aux dirigeants de l'Agence canadienne de développement international.

Dans ce document, on soutient que 2006 s'est terminée sur une bonne note en dépit des échecs encaissés au cours de l'année. Le président afghan Hamid Karzaï a finalement présenté son plan d'action pour la paix, la réconciliation et la justice, trois nouveaux commissaires des droits de la personne ont été nommés et le gouvernement semble enfin vouloir s'attaquer à la corruption qui ronge le pays.

On souligne aussi le fait qu'un système de justice véritablement indépendant commence à voir le jour avec la nomination de juges à la Cour suprême. En outre, un comité indépendant a été créé pour conseiller le président au sujet des nominations importantes au sein de l'appareil gouvernemental.

Mais "la situation de la sécurité s'est détériorée, notamment dans le sud et l'est du pays, 2006 étant l'année la plus meurtrière depuis la chute des talibans. Les régions rurales de l'Afghanistan sont minées par les bandits,

les seigneurs de la guerre, et les trafiquants de drogues. Les gens qui travaillent ou qui appuient le gouvernement sont de plus en plus la cible d'attaques, pas seulement dans le sud mais dans l'ensemble de l'Afghanistan. Des tentatives de meurtre, dont une a été réussie, ont été menées contre plusieurs gouverneurs", peut–on lire le document.

Parmi les autres constats, on note dans le document :

– les attaques contre le système d'éducation ont augmenté considérablement au point où il y a plus d'attaques dans la première moitié de 2006 que durant toute l'année 2005. Entre 150 et 198 écoles, selon les estimations, ont été brûlées dans tous les coins du pays par des groupes qui s'opposent à l'éducation des filles. Au moins 20 professeurs ont été assassinés. "Ces attaques ont des effets néfastes sur l'éducation des filles. En dépit de ces pressions, le bilan global du gouvernement en matière d'éducation, notamment en ce qui a trait à l'éducation des filles, s'est grandement amélioré par rapport à ce qui prévalait durant le règne des talibans". On estime que six millions d'enfants sont de retour sur les bancs d'école.

– Le système de justice demeure un projet en construction. L'égalité devant la loi est loin d'être une réalité. Ceux qui n'ont pas d'argent ou de pouvoir peuvent demeurer en prison pendant des mois, sinon des années, sans procès. Les femmes peuvent rarement faire valoir leurs droits devant les tribunaux. "La plupart des prisons sont surpeuplées et n'ont pas les services de bases. Elles ont besoin d'être rénovées de manière urgente pour répondre aux normes internationales. Certains locaux sont loués pour accueillir des prisonniers, mais ils ne sont pas adéquats." Le Canada a envoyé des agents de la GRC et des agents correctionnels pour former des Afghans l'an dernier.

– Le commerce de la drogue demeure un fléau. La culture illégale du pavot a augmenté de près de 60% en 2006. Plus d'un million d'Afghans consomment de la drogue, dont 60 000 enfants de moins de 15 ans.

– La violence contre les femmes est encore répandue. Cinquante pour cent des femmes affirment avoir été battues. Les politiciennes, les militantes et les travailleuses sont souvent intimidées. "A Kandahar, la dirigeante du ministère de la Condition féminine a été assassinée en septembre alors qu'elle se rendait au travail. Une députée a reçu tellement de menaces de mort qu'elle a couché pendant un certain temps à un endroit différent chaque soir. Les autorités enquêtes rarement sur les plaintes des femmes."

LES RATÉS DE LA GUERRE AUX TALIBANS

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.16
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A2
SOURCE: The New York Times
BYLINE: Rohde, David; Sanger, David E.
PHOTO: PHOTO Martin Ouellet, PC
ILLUSTRATION: L'Afghanistan, où sont déployés quelque 2000 soldatsquébécois, a de nombreux défis à relever, notamment dans les domaines des droits de la personne, du développement démocratique et de la bonne gouvernance.
WORD COUNT: 1004

En Afghanistan, La guerre aux talibans "va mal". C'est la conclusion à laquelle en est venu le New York Times, au terme d'une longue enquête publiée dimanche dont nous proposons des extraits. Le constat n'est pas différent ici. Un document confidentiel pour l'année 2006, préparé par les fonctionnaires fédéraux, obtenu par La Presse, brosse un portrait sombre de la situation, au moment même où Ottawa vient d'y déployer quelque 2000 soldats québécois. le gouvernement harper soutient pour sa part que des progrès ont été réalisés en 2007.

Deux ans après la chute des talibans aux mains d'une coalition dirigée par les États−Unis, un groupe d'ambassadeurs des pays de l'OTAN a atterri à Kaboul pour examiner ce qui semblait être un triomphe.

On parlait alors d'un nouveau départ pour un pays déchiré par des années de guerre avec les Soviétiques et de répression brutale de la part de fondamentalistes religieux.

Menés par un diplomate américain d'expérience, R. Nicholas Burns, ils ont parcouru le pays à bord d'hélicoptères Black Hawk, sans craindre pour leur sécurité. Ils se sont promenés nonchalamment dans les rues tranquilles de Kandahar et ont bu du thé à petites gorgées avec des chefs tribaux.

Lors d'un briefing du commandement central américain, on leur a dit que les talibans étaient dorénavant "à bout de forces".

"Certains d'entre nous disaient: pas si vite', se souvient M. Burns, actuel sous−secrétaire d'État aux affaires politiques. Plusieurs parmi nous estimaient que même si les talibans ne représentaient plus une menace stratégique, ils étaient trop imbriqués dans la société afghane pour simplement disparaître."

Ce scepticisme n'a cependant jamais fait son chemin à Washington. Depuis le début de la guerre en 2001, les agences américaines du renseignement ont rapporté que les talibans étaient décimés de façon telle qu'ils n'étaient plus une menace. C'est ce qu'affirment deux responsables du renseignement qui ont eu accès aux rapports.

Le sentiment de victoire était si fort que les meilleurs spécialistes de la CIA et les unités des forces spéciales ayant contribué à libérer l'Afghanistan avaient, depuis longtemps, mis l'accent sur la prochaine guerre. En Irak.

Ces importantes erreurs de calcul font partie d'une série d'estimations et de décisions qui ont contribué à faire dévier de sa route ce que plusieurs dans l'armée américaine qualifiaient de "bonne guerre".

Les talibans, à l'exemple d'Oussama ben Laden et de ses adjoints, ont trouvé refuge au Pakistan et se sont regroupés pendant que l'attention des Américains vacillait. Les combattants talibans se sont ensuite infiltrés en Afghanistan, provoquant au printemps dernier une hausse d'au moins 25% du nombre d'attaques suicide et d'attentats à l'explosif sur les routes. Et forçant l'OTAN et les troupes américaines à mener des batailles pour reprendre des villages jadis libérés dans le sud du pays.

Le président afghan en difficulté, Hamid Karzaï, a dit à Washington, la semaine dernière, que la sécurité dans son pays s'est "détériorée de façon définitive".

Les critiques du président George W. Bush soutiennent depuis longtemps que la guerre en Irak a amoindri l'effort américain en Afghanistan. Ce que l'administration a nié. Mais l'examen de l'application de la politique de l'administration Bush révèle un large fossé entre la façon dont on a dit procéder en Afghanistan et une série de décisions qui ont parfois semblé reléguer le pays au second plan alors que l'Irak se désagrégeait.

Les déclarations de la Maison−Blanche en soutien à l'Afghanistan, incluant celles du président, ont été fermes. Mais l'engagement pour résoudre les nombreux problèmes du pays a été boiteux et a parfois été pris à contrecoeur, révèlent des dizaines d'entrevues effectuées aux États−Unis, au quartier général de l'OTAN à Bruxelles ainsi qu'à Kaboul, capitale afghane.

A des moments critiques de la lutte pour l'Afghanistan, l'administration Bush a détourné vers l'Irak des ressources limitées en matière de renseignement et de reconstruction. Incluant des unités d'élite de la CIA et des forces spéciales impliquées dans la traque des terroristes. Aussitôt sortis des chaînes de montage aux États−Unis, les avions espions Predator ont pour leur part été expédiés en Irak, compromettant la recherche des talibans et des leaders terroristes, ont expliqué des responsables du renseignement et du Pentagone.

Le secrétaire à la Défense d'alors, Donald Rumsfeld, s'est targué d'avoir renversé les talibans avec des forces légères et expéditives. Mais il n'avait pas prévu qu'il faudrait plus de troupes après la chute du gouvernement. Une erreur qui laissait présager les problèmes des États−Unis en Irak.

M. Rumsfeld a bloqué une proposition faite dès le départ pour l'envoi d'une imposante force internationale par le secrétaire d'État d'alors, Colin Powell, et par M. Karzaï, le président choisi par l'administration.

De grands objectifs furent par ailleurs annoncés pour ce qui est de la reconstruction. De grands projets furent identifiés. Mais en 2002, année où M. Bush a promis un "plan Marshall" pour l'Afghanistan, le pays a reçu un aide financière par habitant moins élevée qu'en Bosnie et au Kosovo après la guerre, ou même qu'en Haïti, selon une étude de la Rand Corporation. Washington a consacré en moyenne 3,4 milliards US par année à la reconstruction en Afghanistan, soit moins de la moitié de ce qui a été dépensé en Irak, indique le service de recherche du Congrès.

La Maison−Blanche réplique que le nombre de soldats en Afghanistan a augmenté lorsque le besoin s'est fait sentir et qu'il s'élève maintenant à 23 500. Mais un commandant au Pentagone a dit que ce nombre a grimpé l'an dernier, mais qu'il a été surpris de découvrir qu'il pouvait "compter sur les doigts d'une ou deux mains" le nombre d'experts en agriculture du gouvernement américain en Afghanistan. Un pays où 80% de l'économie est liée à l'agriculture.

Plusieurs de ces décisions ont été influencées par la vision tendancieuse qu'avaient les Américains de la réalité sur le terrain, disent les responsables. "La perception était que les Afghans détestaient les étrangers alors que nous serions les bienvenus en Irak, a dit James Dobbins, l'envoyé spécial de l'administration en Afghanistan. C'est l'inverse qui s'est produit."

Washington et l'OTAN à couteaux tirés

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.16
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A2
SOURCE: The New York Times
BYLINE: Rohde, David; Sanger, David E.
WORD COUNT: 289

L'OTAN a pris les rênes des opérations militaires en Afghanistan en juillet 2006. Pour les Américains et les Européens, cette organisation représente l'alliance victorieuse de la guerre froide, mais pour les Afghans, il s'agit plutôt d'un nouvel acronyme un peu bizarre. Et aujourd'hui, l'OTAN et les Américains ne s'entendent pas sur la stratégie à adopter.

Les dissensions apparaissent évidentes sur le mur du bureau du général Dan K. McNeill, commandant des 35 000 soldats de l'OTAN en Afghanistan. Une carte ressemblant à une mer de blocs jaunes et rouges montre les restrictions des groupes de soldats.

Les blocs rouges représentent des missions que certains pays n'accompliront pas, comme pourchasser des talibans ou des membres d'Al−Qaeda. Les blocs jaunes représentent des missions qu'ils pourraient envisager, après avoir sollicité la permission de leurs gouvernements respectifs.

A Washington, les dirigeants déplorent que des pays de l'OTAN refusent de prendre le risque d'engager leurs troupes dans des affrontements avec les talibans. Les leaders européens accusent pour leur part les États−Unis de délaisser la reconstruction et de mener des attaques aériennes meurtrières parmi les civils, alimentant l'acrimonie des Afghans envers les pays occidentaux.

James L. Jones, général américain à la retraite et ancien commandant suprême des forces alliées en Europe, estime que l'Irak déconcentre les Américains en Afghanistan. Selon lui, les conséquences d'un échec en Afghanistan seront aussi graves qu'en Irak. "Symboliquement, il s'agit davantage d'un épicentre du terrorisme que l'Irak, fait−il valoir. Si nous échouons en Afghanistan, nous enverrons le message très clair aux organisations terroristes que les États−Unis, les Nations unies et les 37 pays présents sur le terrain peuvent être défaits."

LES RATÉS DE LA GUERRE AFGHANE

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.16
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A1
PHOTO: PHOTO FINBARR O'REILLY, REUTERS
ILLUSTRATION: Un soldat canadien attend d'être évacué par hélicoptère lorsd'un affrontement avec des talibans dans l'est de l'Afghanistan.

Nouvelle offensive américaine dans l'est de l'Afghanistan

DATE: 2007.08.15
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 141

FW108−0815071104

BAGRAM, Afghanistan (AP) −− Des centaines de soldats américains ont lancé mercredi une nouvelle offensive contre les talibans et les combattants d'Al−Qaïda dans la région de Tora−Bora, dans l'est de l'Afghanistan.

Cette nouvelle opération, menée par des troupes au sol appuyées par des frappes aériennes vise "des centaines de combattants étrangers", a affirmé la porte−parole de la coalition, Vanessa Bowman.

La région, située dans la province de Nangarhar, a déjà été soumise à d'intenses bombardements en 2001, quand les troupes américaines recherchaient Oussama Ben Laden dans la région. Le dirigeant d'Al−Qaïda aurait réussi à s'échapper.

Aucun bilan de la nouvelle offensive n'était disponible dans l'immédiat.

Par ailleurs, trois policiers allemands ont été tués mercredi dans une explosion au passage de leur convoi, près de Kaboul, et un soldat britannique a été abattu par balles dans la capitale. Des combats dans la province de Logar (centre) ont également fait neuf morts dans les rangs des insurgés, selon le ministère de l'Intérieur afghan. AP

lp/v0401

Trois policiers allemands tués dans une explosion près de Kaboul

DATE: 2007.08.15
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 93

BAGRAM (AP) –– Trois officier de la police allemande ont été tués mercredi et un quatrième blessé par une explosion au passage de leur convoi, près de Kaboul, a annoncé le ministre allemand de l'Intérieur Wolfgang Schauble.

Les policiers, assignés à la protection de l'ambassade allemande en Afghanistan, circulaient à bord d'un convoi de deux voitures à une dizaine de kilomètres au sud–est de la capitale afghane, selon le directeur adjoint de la police de Kaboul.

Selon les forces de l'OTAN, l'explosion aurait été provoquée par une mine. Des démineurs français ont été dépêchés sur place. AP

lp/v233

Bernard Derome irait présenter le Téléjournal en Afghanistan

DATE: 2007.08.15
KEYWORDS: CULTURE TÉLÉVISION INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 57

MONTREAL (PC) _ Bernard Derome présentera le Téléjournal en direct de l'Afghanistan en septembre, écrit le quotidien La Presse, mercredi.

Pour l'occasion, le chef d'antenne, qui se déplace rarement en zone de conflit, sera accompagné du chef du bureau d'Ottawa, Patrice Roy.

Mardi, la SRC a confirmé que Patrice Roy "était en route pour l'Afghanistan".

Pour Bernard Derome, l'annonce devrait être faite mardi lors d'une conférence de presse, précise le journal.

(LaPresse,NTR,mib)

ncmi6

Afghanistan: Pyongyang accuse Washington d'être responsable de l'enlèvement des Sud−Coréens

DATE: 2007.08.15
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 234

SEOUL, Corée du Sud (AP) −− La Corée du Nord par la voix d'un de ses organes officiels a profité de l'enlèvement de Sud−Coréens en Afghanistan pur critiquer mercredi l'alliance de Séoul à Washington dans la guerre qu'ont lancée les Etats−Unis contre le terrorisme.

"Une telle affaire tragique n'aurait pas eu lieu si les Etats−Unis n'avaient pas lancer la 'guerre brigantine contre le terrorisme' en Afghanistan en entraînant la Corée du Sud dans ce conflit au nom de ses propres envies de domination et d'avidité", écrit le quotidien "Rodong Sinmun" dans un éditorial cité par l'agence officielle KCNA.

"La nature égoïste et arrogante des Etats−Unis et leur politique de dénigrement envers la Corée du Sud sont mises, une fois de plus, en évidence avec cette affaire", souligne encore KCNA.

Après 25 jours de captivité, deux Sud−Coréennes retenues en otages en Afghanistan par des talibans ont finalement été relâchées lundi sur une petite route en zone désertique de la province de Ghazni, dans l'est du pays, et remises au Comité international de la Croix−Rouge (CICR).

Kim Kyung−ja, 37 ans, et Kim Ji−na, 32 ans, dont les talibans avaient dit qu'elles étaient malades, faisaient partie du groupe de 23 Sud−Coréens, des bénévoles chrétiens, enlevés le 19 juillet par des talibans alors qu'ils voyageaient en car de Kaboul (nord−est) à destination de Kandahar (sud−est). Deux hommes, autres membres de ce groupe, ont été exécutés fin juillet par les ravisseurs. AP

ma/v152

Afghanistan: trois soldats allemands tués dans un attentat à la bombe

DATE: 2007.08.15
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 86

KABOUL, Afghanistan (AP) –– Trois soldats allemands ont été tués mercredi dans un attentat à la bombe qui visait leur convoi dans les faubourgs de Kaboul, a annoncé la police afghane

Le chef adjoint de la capitale afghane Zalmay Khan a déclaré que trois soldats allemands ont été tués dans cet attentat.

L'ISAF, la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan de l'OTAN, a déclaré avoir été informée d'un attentat à la bombe près d'une base militaire mais ignore l'auteur de cet attentat ou encore le nombre de victimes. AP

ma/v148

Les intentions de Stephen Harper sur la question afghane demeurent ambiguës

DATE: 2007.08.15
KEYWORDS: POLITIQUE DÉFENSE INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 377

OTTAWA (PC) _ Au lendemain du remaniement ministériel fédéral, les intentions du premier ministre Stephen Harper demeurent ambiguës sur la question afghane, selon des observateurs.

Avec l'arrivée du ministre Peter MacKay à la Défense et de son collègue Maxime Bernier aux Affaires étrangères, le chef conservateur pourrait chercher à obtenir l'appui d'un des partis d'opposition pour préserver sa politique sur l'Afghanistan.

En juin, à la relâche du Parlement, M. Harper avait indiqué qu'il n'allait pas maintenir les troupes canadiennes au−delà de février 2009 à moins d'un certain consensus aux Communes. Il avait ajouté qu'il croyait toujours personnellement au bien−fondé de la mission, mais ses propos avaient été interprétés comme une invitation à la redéfinition de la mission, selon les voeux des autres partis.

Selon l'ancien diplomate et chef de cabinet de Brian Mulroney, Norman Spector, le Parlement minoritaire actuel ne se prête guère à la raison d'Etat dénuée d'esprit partisan. Néanmoins, M. Spector estime que M. Harper n'aura pas d'autre choix que de s'entendre avec au moins un parti d'opposition pour sauvegarder sa politique afghane.

Les néo−démocrates ont déjà demandé le rappel des troupes le plus tôt possible. Toutefois, le Parti libéral et le Bloc québécois pourraient négocier, même s'ils envisagent l'abandon du rôle de combat, au profit d'activités de développement, en cas de prolongement de la mission au−delà de 2009.

Le directeur de l'Institut canadien d'études stratégiques, Alex Morrison, prédit que les chances d'un accord avec les libéraux sont meilleures.

Au dire de M. Morrison, l'éventualité d'un appui du Bloc repose sur l'aptitude de Maxime Bernier à convaincre les Québécois de la pertinence de la mission afghane. Si M. Bernier réussit et améliore l'appui du Québec aux conservateurs, alors le Bloc pourrait bien se rallier.

Le directeur de l'Institut considère même qu'à défaut d'une entente, M. Harper pourrait faire de l'enjeu afghan une question de confiance aux Communes et mettre les partis au défi de le renverser.

Un spécialiste en politique de défense de l'Université de Calgary, Rob Huebert, réfute pour sa part cette hypothèse. Cependant, selon M. Huebert, M. Harper essaie de coincer Stéphane Dion et les libéraux, qui ont été les premiers à envoyer des contingents en Afghanistan, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Si les libéraux tiédissent dans leur opposition et finissent par appuyer le prolongement de la mission, M. Harper signe une victoire, aux yeux de M. Huebert.

GG0261.DF−FGPAB301.PC−ac.